

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

# COMPTES REGROUPES DU CREDIT MUTUEL DE MAINE-ANJOU ET BASSE-NORMANDIE

Siège social : 43, Boulevard Volney 53083 Laval Cedex 9

SIREN : 556 650 208

## I. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2025 (en milliers d'euros)

### A. BILAN

Actif	31/12/2025	31/12/2024
Caisses, banques centrales	24 623	29 000
Effets publics et valeurs assimilées	700 930	569 718
Créances sur les établissements de crédit	1 150 667	1 155 250
Opérations avec la clientèle	14 782 717	14 431 907
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 850 516	1 832 871
Actions et titres à revenu variable	170 637	177 651
Participations et autres titres détenus à long terme	21 820	21 136
Parts dans les entreprises liées	640 824	546 849
Immobilisations incorporelles	19	14
Immobilisations corporelles	37 835	33 451
Autres actifs	218 895	212 713
Comptes de régularisation	85 823	116 255
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>19 685 306</b>	<b>19 126 815</b>
Passif	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	1 128 957	1 384 695
Opérations avec la clientèle	12 715 712	12 284 003
Dettes représentées par un titre	2 943 583	2 746 914
Autres passifs	135 292	124 264
Comptes de régularisation	157 160	137 072
Provisions pour risques et charges	171 488	175 158
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	188 034	188 034
Dettes subordonnées	0	0
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>2 245 080</b>	<b>2 086 675</b>
Capital souscrit	288 614	286 555
Primes d'émission	9 563	9 563
Réserves	1 782 974	1 698 709
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+/-)	7 370	0
Résultat de l'exercice (+/-)	156 559	91 848
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>19 685 306</b>	<b>19 126 815</b>
Hors bilan	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	-1 679 862	- 1 504 718
Engagements de garantie	-435 067	- 427 961
Engagements sur titres	34 815	0
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	2 705 394	2 915 421
Engagements sur titres	-89 642	- 90 207

## B. COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	481 051	518 328
Intérêts et charges assimilés	-369 896	-473 040
Revenus des titres à revenu variable	42 476	114 184
Commissions (produits)	171 352	163 494
Commissions (charges)	-31 285	-29 060
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2	-3 812
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-2 436	26 215
Autres produits d'exploitation bancaire	498	836
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 843	-2 093
<b>Produit net bancaire</b>	<b>289 919</b>	<b>315 052</b>
Charges générales	-191 500	- 184 692
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-4 005	-3 688
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>94 414</b>	<b>126 672</b>
Coût du risque	-10 485	-19 902
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>83 929</b>	<b>106 770</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	90 016	653
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>173 945</b>	<b>107 423</b>
Résultat exceptionnel	2	4
Impôt sur les bénéfices	-17 388	-15 579
Dotations/reprises des FRBG et provisions réglementées	0	0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>156 559</b>	<b>91 848</b>

## II. ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Les notes annexes sont établies conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2014-07, modifié par les règlements 2020-10 du 22 décembre 2020 et ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025), qui regroupe l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Ce changement de méthode n'a pas d'incidence significative sur les comptes, ni dans les annexes. Les opérations non visées par le règlement applicable aux établissements de crédit sont présentées de manière à respecter règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC 2023-08 du 22 novembre 2023, par le règlement ANC 2023-05 du 10 novembre 2023 et par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022 (applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025).

Ces notes comprennent 5 parties :

- A. Evénements significatifs
- B. Périmètre des comptes regroupés
- C. Principes comptables généraux
- D. Informations sur les postes du Bilan, du Hors Bilan et du Compte de Résultat
- E. Autres informations

### A. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

L'exercice 2025 du Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie a été marqué par les événements suivants :

#### **Apport en nature d'actions ordinaires ACM IARD au Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)**

En date du 24 Mars 2025, le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie (Groupe MABN) et le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM) ont signé un traité d'apport en nature par lequel l'apporteur (Groupe MABN) s'est engagé à faire apport à la société bénéficiaire (GACM) de l'ensemble des actions ACM IARD qu'il détenait en échange d'actions GACM, avec effet rétroactif au 01/01/2025.

Le nombre d'actions ordinaires détenues par le Groupe MABN avant l'opération était le suivant :

Sociétés émettrices	Quantité	Valeur nominale unitaire	Prix de revient
ACM IARD	437 329	16,00€	16 690 999,46€
GACM	5 920 499	15,50€	143 557 110,27€

A titre de rémunération de cet apport, le GACM a émis au profit du Groupe MABN 650 335 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 15,50€.

Valorisation apport	Augmentation de capital GACM				Soulte abandonnée par l'apporteur
	Nb actions	Valeur nominale	Prime d'apport	Total	
106 806 510,54€	650 335	15,50€	96 726 210,85€	106 806 403,35€	107,19€

Cette opération, approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du GACM du 25 Avril 2025 et validée par le conseil d'administration de la CFCM MABN du 22 Mars 2025, s'est traduite par la comptabilisation d'une plus-value de cession de 90 115 403,89€ dans les comptes du Groupe MABN, gérée fiscalement en sursis d'imposition conformément aux termes énoncés à l'article 7 du traité d'apport en nature.

Avec 6 570 834 actions ordinaires GACM désormais détenues, le taux de contrôle du Groupe MABN est passé de 7,3945% à 8,1386%.

#### **Détermination du provisionnement collectif sur encours sains**

Depuis 2019, le provisionnement sur encours sains comptabilisé au sein du Groupe de Crédit Mutuel de Maine-Anjou, Basse-Normandie est basé sur le provisionnement « IFRS9 ».

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) poursuit les travaux visant à étudier la possibilité de faire évoluer le règlement français au niveau des principes de provisionnement, mais aucun texte n'a encore été publié à ce jour.

L'objectif de rendre le niveau de provisionnement sur encours sains lisible quel que soit le référentiel comptable consulté étant permanent, il a été décidé en 2020 de procéder à un changement d'estimation en retenant, depuis cette date, le provisionnement « Stage 1 IFRS9 » en complément du « Stage 2 IFRS9 » en normes françaises, ce qui n'est pas incompatible avec les textes français actuels.

La comptabilisation est positionnée en « Provisions pour Risques et Charges » et n'est pas déductible fiscalement. Les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique « coût du risque ».

L'impact résultat du provisionnement sur encours sains dans les comptes du Groupe de Crédit Mutuel de Maine-Anjou, Basse-Normandie est de +1,9M€ pour un total provisionné de 132M€.

(En Milliers €)	2024	2025	Impact résultat
<b>Provision collective sur encours sains (base « S1 IFRS9 »)</b>	<b>70 051</b>	<b>52 786</b>	<b>+17 265</b>
<i>Dont calcul de base avec paramètres nationaux</i>	<i>10 097</i>	<i>10 604</i>	<i>-507</i>
<i>Dont overlays nationaux</i>	<i>1 148</i>	<i>719</i>	<i>+429</i>
<i>Dont complément sectoriel régional</i>	<i>58 806</i>	<i>41 463</i>	<i>+17 343</i>
<b>Provision collective sur encours sains (base « S2 IFRS9 »)</b>	<b>63 901</b>	<b>79 223</b>	<b>-15 322</b>
<i>Dont calcul de base avec paramètres nationaux</i>	<i>27 053</i>	<i>27 107</i>	<i>-54</i>
<i>Dont overlays nationaux</i>	<i>3 099</i>	<i>1 933</i>	<i>+1 166</i>
<i>Dont complément sectoriel régional</i>	<i>33 749</i>	<i>50 183</i>	<i>-16 434</i>
	<b>133 952</b>	<b>132 009</b>	<b>+1 943</b>

Les provisions « IFRS9 » retenues peuvent être subdivisées en trois parties :

- Un **premier compartiment** résultant d'un calcul obtenu avec les **paramètres nationaux de base**, au sein desquels plusieurs éléments méritent d'être précisés (37.711K€ vs 37.150K€ en 2024, soit +561K€) :
  - **Définition de la frontière entre Stage 1 et Stage 2**  
L'augmentation significative du risque de crédit (SICR<sup>1</sup>), si elle est avérée, déclenche le transfert du Stage 1 vers le Stage 2. Pour la mesure de ce SICR, on s'appuie sur la comparaison de la Probabilité de défaut à l'octroi et à la date d'arrêté (Corporate de masse et Retail).  
Depuis 2023, la définition de la frontière Stage 1 / Stage 2 repose sur les deux règles suivantes :
    - Le seuil de risque faible, en deçà duquel aucun transfert en Stage 2 n'est possible, est basé sur une valeur de probabilité de défaut de 0,30% ;
    - L'ajout d'une frontière à « PD x 3 » est toujours d'actualité ; ainsi, toute progression supérieure à Min (PD + 400BP ; PD x 3) déclenche le passage en Stage 2.
  - **Composantes forward looking**
    - Pondération des scénarios  
Pour mémoire, la dimension prospective intégrée dans les paramètres de calcul s'articule autour de trois scénarios :
      - **Scénario pessimiste** (majoration des probabilités de défaut de la plus forte variation constatée historiquement, soit pendant la crise financière de 2008-2009) ;
      - **Scénario neutre** (projection des dernières probabilités de défaut à partir d'un modèle macro-économique) ;
      - **Scénario optimiste** (prolongement de la tendance baissière des probabilités de défaut)

La pondération du scénario pessimiste a été significativement réduite au 31/12/2025 :

	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Scénario pessimiste</b>	75%	80%	30%	25%	<b>25%</b>
<b>Scénario neutre</b>	24%	19%	60%	70%	<b>70%</b>
<b>Scénario optimiste</b>	1%	1%	10%	5%	<b>5%</b>

- Intégration de variables macro-économiques prévisionnelles  
En 2023, l'approche prospective définie ci-dessus a intégré des variables macro-économiques projetées (dont Taux de chômage, PIB, TEC10 et Euribor 3 mois). En 2025, la robustesse méthodologique et statistique du dispositif d'ajustement forward looking des probabilités de défaut sur le portefeuille HDP (High Default Portfolio) a été améliorée en renforçant la cohérence économique des modèles de projection.

<sup>1</sup> Significant Increase in Credit Risk

- Un complément de provisionnement national, s'appuyant sur deux « overlays » :

	Risque de modèle	Risque sectoriel climatique	Total
Overlays (K€)	1 864	788	2 652

- Un « overlay pour risque de modèle », qui se traduit par l'application d'un facteur multiplicatif défini par le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie au niveau de sa valeur plancher, soit :
    - 1,05 pour les algorithmes de cotation du Portefeuille HDP<sup>2</sup> (contre 1,1 au 31/12/2024 compte tenu des améliorations de modélisation évoquées plus haut) sauf pour l'algorithme Promotion Immobilière qui n'est plus concerné par cet overlay,
    - toujours 1,05 pour l'algorithme de cotation « Grands Comptes » du Portefeuille LDP<sup>3</sup> (pas d'application de facteur multiplicatif aux autres algorithmes de cotation du Portefeuille LDP, soit « Souverains », « Collectivités », « Banques » et « Financements spécialisés ») ;
  - Un « overlay pour risque sectoriel climatique », qui se traduit par une majoration croissante des Probabilités de défaut sur l'échelle de maturité des encours liés aux secteurs NACE suivants, limité aux contrats affectés au Stage 2 :
    - A01 Culture et production animale, chasse et services annexes
    - C23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques
    - C24 Métallurgie
    - C19 Cokéfaction et raffinage
    - D35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
    - H49 Transports terrestres et transport par conduite
    - H50 Transport par eau
    - H51 Transports aériens
- Un complément de provisionnement régional prenant en compte des spécificités sectorielles régionales plus marquées, calculé avant impact du stress sectoriel national.

Au titre de ce dernier point, l'analyse des informations et des portefeuilles de l'établissement amène les commentaires suivants :

○ Agriculture

Au niveau national comme régional, l'agriculture est un secteur qui connaît peu de défaillances (2,5% au niveau national selon les données Altarès) ; néanmoins les défaillances augmentent de façon significative en 2025 (+15,8% contre +3,1% tous secteurs confondus) après une hausse de +13,4% en 2024. Les régions Normandie et Pays de Loire connaissent des évolutions très disparates avec une baisse de 47,0% pour la première et une progression de 57,3% pour la seconde.

Sur le territoire MABN, à forte dominante rurale, le secteur agricole a connu 39 défaillances en 2025. Au global, les encours Douteux et Contentieux sur ce secteur (codes NACE « 01 - Culture et production animale ») représentent 1,90% des encours contre une moyenne de 2,68% sur les marchés des professionnels et des entreprises. Ce secteur est donc moins risqué que la globalité du portefeuille. Cependant, avec un encours de 1.418M€, l'agriculture représente une activité significative au niveau du Groupe MABN.

Le poids de l'agriculture sur notre territoire et dans notre portefeuille nous conduit à maintenir le secteur sous surveillance et une ligne de provisionnement au titre de l'exercice 2025. Au regard de la conjoncture actuelle mais également des perspectives dégradées sur le secteur agricole et de la remontée des risques associés (augmentation des encours sur la strate D+ à E+), le CMMABN fait le choix en 2025 d'opérer un stress de la probabilité de défaut sur le secteur. La LGD demeure stressée pour tenir compte d'une valorisation moins favorable des biens agricoles dans une situation, devenue structurelle, de baisse du nombre d'exploitations agricoles.

○ Automobile

Au niveau national et régional, les défaillances d'entreprises sur le secteur du commerce et de la réparation de véhicules progressent de 7,6% (progression de 3,1% tous secteurs confondus). L'augmentation est moins significative en Normandie et Pays de Loire (respectivement baisse de 8,7% et hausse de 7,6%).

<sup>2</sup> High Default Portfolio  
<sup>3</sup> Low Default Portfolio

Avec 49 défaillances sur le territoire MABN (contre 34 en 2024 et 30 en 2023), le secteur du commerce et de la réparation automobile demeure un secteur qui présente une sinistralité forte.

Au global, les encours Douteux et Contentieux sur ces secteurs (codes NACE 29 Industrie automobile et 45 Commerce et réparation d'automobile) représentent 4,09% des encours contre une moyenne de 2,68% sur les marchés des professionnels et des entreprises. Ce secteur est donc plus risqué que la globalité du portefeuille.

L'année 2025 confirme les difficultés d'un secteur en pleine mutation technologique et qui fait face aux difficultés économiques des ménages et des entreprises pour qui l'investissement automobile est une charge conséquente. Nous percevons ces difficultés auprès de nos clients sous-traitants, chahutés pour une partie d'entre eux par la transition vers l'électrique. Nous notons également des expositions sur le domaine de la distribution, avec la aussi une grande partie de nos inquiétudes :

- Fort mouvement de concentration des acteurs (parfois en multi-marques) avec des niveaux d'endettements importants pour les concessionnaires repreneurs notamment du fait de valorisation haut de fourchette ;
- Exigences de constructeurs automobiles dans les coûts au M<sup>2</sup> de concessions avec là aussi un endettement immobilier important ;
- Réduction à terme des interventions de réparation suite à la bascule sur l'électrique, gestion de stocks VO qui peut s'avérer complexe dans son écoulement enfin des réflexions et innovations de rupture en terme du circuit de distribution sans implantations physiques ; arrivée des constructeurs chinois qui en ce début d'année ont choisi de lancer leurs offensives en proposant des modèles électriques mais aussi hybrides qui rivalisent avec les marques bien installées (ex : BYD ou encore MG Motors).

Le constat du taux de défaut sur notre portefeuille et les difficultés sur ce secteur nous conduisent à maintenir le secteur sous surveillance et à maintenir une ligne de provisionnement sur ce secteur au titre de l'exercice 2025.

#### ○ **Bâtiment et Travaux Publics (BTP)**

Au niveau national, les défaillances ont baissé de 3,2% sur le secteur de la construction en 2025 (incluant les activités du bâtiment et de l'immobilier) après une progression de 26,4% en 2024 (données Altarès). Le secteur représente 24,8% des défaillances sur le territoire national.

Si la région administrative Normandie voit son niveau de défaillance reculer (-0,5% par rapport à 2024), la région Pays de Loire connaît une très forte progression du nombre de défaillances en 2025 (hausse de 35,4%).

Sur notre secteur géographique (départements représentant le territoire du CM MABN), le secteur du BTP représente 17% des défaillances (poids stable depuis 4 ans).

Au global, les encours Douteux et Contentieux sur le secteur du bâtiment (codes NACE « 41-construction de bâtiments », « 42-Génie civil » et « 43-Travaux de construction spécialisés ») représentent 4,79% des encours contre une moyenne de 2,68% sur les marchés des professionnels et des entreprises. Ce secteur est donc sensiblement plus risqué que la globalité du portefeuille.

Le secteur du bâtiment sort lentement de la crise traversée en 2024. Si le redémarrage semble initié dans le secteur du neuf, les niveaux d'activités demeurent en deçà des niveaux préalablement atteints. Les difficultés de certains acteurs de promotion immobilière sur le territoire témoignent de la fragilité du secteur et peuvent se répercuter sur les acteurs locaux du bâtiment. En témoigne le nombre de défaillances dans la région Pays de Loire. Le secteur affiche par ailleurs une sinistralité plus importante comparativement aux autres secteurs dans le portefeuille de crédits du CM MABN. Le poids de ce secteur, significatif pour le CM MABN, nous conduit à maintenir une ligne de provisionnement spécifique au titre de l'exercice 2025.

#### ○ **Petit commerce de proximité**

Selon les données Altarès, au niveau national, les défaillances baissent de 2,9% en 2025 pour le petit commerce. Elles augmentent néanmoins sur les deux régions administratives des Pays de Loire et de Normandie, respectivement de 4,7 et 3,0%. Les défaillances progressent de +8,3% pour le CHR (Café, Hôtellerie, Restauration) au niveau national contre 3,1% de progression tout secteur confondu. La progression des défaillances est de 19,5% en région Pays de Loire et de 1,4% en région Normandie.

Sur notre secteur géographique (départements représentant le territoire du CM MABN), selon nos données internes, les défaillances sur les codes NACE sélectionnés dans le secteur petit commerce représentent 44% (42% des défaillances sur notre clientèle). Ce taux constaté sur le territoire d'implantation du CM MABN est sensiblement supérieur au niveau national, où la proportion de défaillances sur les secteurs du commerce de détail et du CHR représente 25%.

Au global, les encours Douteux et Contentieux sur ces secteurs (codes NACE « 47-Commerce de détail » à l'exception de l'automobile, « 55-Hébergement » et « 56-Restauration ») représentent 4,39% des encours contre une moyenne de 2,82% sur les marchés des professionnels et des entreprises. Ce secteur est donc sensiblement plus risqué que la globalité du portefeuille.

L'exposition demeure forte et sensiblement plus risquée que la moyenne de notre portefeuille sur les secteurs du petit commerce et du CHR, si nous observons à la fois les encours déclassés et le niveau de défaillances dans notre portefeuille de crédit. La ruralité de notre territoire de chalandise explique en grande partie cette surreprésentation du secteur dans les entreprises en difficulté. La vitalité des commerces de proximité dans les petites villes et de taille moyenne de notre territoire reste un véritable défi dont se sont emparés les pouvoirs publics (dispositifs Cœur de ville, Petites Villes de Demain notamment). Les difficultés du secteur du commerce peuvent s'étendre localement aux centres commerciaux où apparaissent désormais des cellules commerciales vides. Ces éléments nous conduisent à maintenir une ligne de provisionnement sur ce secteur au titre de l'exercice 2025.

#### ○ **Habitat**

Les indicateurs de risque sur le crédit habitat et le coût du risque demeurent faibles sur le secteur habitat ; cela nous conduit à ajuster la vision du provisionnement sectoriel sur l'immobilier. Le backtesting met en évidence qu'en dépit d'une conjoncture morose, le risque avéré sur le crédit immobilier demeure contenu. L'ajustement du provisionnement vise à couvrir certains facteurs de vulnérabilité résiduels liés notamment aux particularités du territoire de chalandise du CM MABN.

En premier lieu, le provisionnement sur le secteur de l'immobilier vise à couvrir le risque lié à la valorisation des biens situés en territoire rural, a fortiori pour les biens ayant fait l'objet de travaux. Sur des projets pour lesquels la LTV actualisée est significative, le recouvrement en cas de difficultés de l'emprunteur peut s'avérer moins important qu'escompté. Ce constat est réalisé notamment pour les dossiers analysés en comité contentieux. En effet, en territoire rural, la profondeur du marché peut être fortement limitée avec une attractivité du territoire limitée pour de potentiels acheteurs, un nombre de transactions faible, des biens qui ne correspondent pas aux attentes des acheteurs (notamment avec des biens anciens qui ne présentent pas une bonne performance énergétique). Ce manque de liquidité sur ce marché peut également venir augmenter le nombre de ventes forcées. Le provisionnement sur cette typologie de vulnérabilité se traduit par un stress de la LGD (les PD des emprunteurs ne sont pas stressées).

En second lieu, nous conservons un provisionnement qui vise à couvrir une hausse potentielle des défauts sur la clientèle porteuse des prêts immobiliers. La clientèle demeure exposée au risque de perte de revenus lié à la remontée du chômage, accentué sur une zone de chalandise rurale où le retour à l'emploi peut s'avérer plus longue et plus difficile. La hausse des défaillances d'entreprises peut se répercuter sur les ménages avec la diminution du recours au personnel intérimaire, les destructions d'emploi, voire les fermetures de site. Dans cette optique et sur ce ciblage, le stress consiste à augmenter les PD, ainsi que les LGD.

La situation actuelle nous conduit à maintenir la ligne de provisionnement sur ce secteur au titre de l'exercice 2025 et l'adaptant aux constats effectués sur le portefeuille de crédits immobiliers, en ciblant la couverture des risques liés à une mauvaise évaluation des biens pris en garantie sur des territoires ruraux ainsi que les ménages les plus fragiles susceptibles d'éprouver des difficultés financières, en cas de baisse de revenus et/ou d'augmentation de charges.

Le stress appliqué aux paramètres de calcul nationaux pour définir le complément de provisionnement sectoriel régional se décompose de la manière suivante :

- Tous les secteurs sont concernés par un stress de la Perte en Cas de Défaut (PCD) ; seul le secteur de l'Habitat en zone rurale ne fait pas l'objet d'un stress de la Probabilité de Défaut (PD) ;



- Habitat :

- Pour les crédits habitat en zone rurale exclusivement garantis par une hypothèque de premier rang résidentielle, finançant des biens immobiliers avec travaux, caractérisés par un rapport entre l'encours du prêt et la valeur du bien financé (« Loan to Value » ou « LTV ») de plus de 80%, pas de stress de PD ;
- Pour les crédits habitat hors zone rurale ou en zone rurale sans travaux, autres que ceux garantis par Crédit Logement ou CNP Caution, caractérisés par un reste à vivre réduit, une épargne faible et un rapport entre l'encours du prêt et la valeur du bien financé (« Loan to Value » ou « LTV ») de plus de 80%, application de la PD cumulée à 10 ans pour une cotation « D- » ;
- Remplacement de la PCD retenue dans le cadre du calcul avec les paramètres nationaux par une PCD spécifique, en distinguant :
  - Les biens situés hors zone rurale, pour lesquels la PCD appliquée est le taux moyen de provisionnement des prêts déclassés relevant du secteur habitat mesuré au 31/10/2025 ;
  - Les biens situés en milieu rural, pour lesquels la PCD « aggravée » appliquée est égale au taux moyen de provisionnement sur les tiers relevant du secteur habitat gérés par le service contentieux.

- Agriculture : remplacement de la PCD retenue dans le cadre du calcul avec les paramètres nationaux par une PCD correspondant au taux moyen de provisionnement des encours du secteur déclassés au 31/12/2025 ;
- BTP/Automobile/Petit commerce de proximité : remplacement de la PCD retenue dans le cadre du calcul avec les paramètres nationaux par une PCD correspondant au taux moyen de provisionnement des encours des secteurs « professionnels et entreprises » au 31/10/2025 ; stress de la PD de 244% (BTP), 345% (Automobile), 270% (Automobile), 140% (Petit commerce de proximité).

En synthèse, le provisionnement collectif sur encours sains défini au 31/12/2025 sur le périmètre du Groupe de Crédit Mutuel de Maine-Anjou, Basse-Normandie se présente de la manière suivante :

En Milliers €		2024			2025			Variation
		Paramètres nationaux (y compris overlays)	Cplt lié au stress régional	Total	Paramètres nationaux (y compris overlays)	Cplt lié au stress régional	Total	
<b>Provision collective (hors périmètre sectoriel régional)</b>		<b>25 596</b>	<b>0</b>	<b>25 596</b>	<b>17 872</b>	<b>0</b>	<b>17 872</b>	<b>-7 724</b>
<b>Provision collective (périmètre sectoriel régional)</b>	<i>Agriculture</i>	4 731	4 161	8 892	7 111	15 163	22 274	+13 382
	<i>Automobile</i>	970	5 029	5 999	988	5 713	6 701	+702
	<i>Bâtiment Travaux Publics</i>	2 415	9 735	12 150	3 628	16 707	20 335	+8 185
	<i>Habitat</i>	5 313	60 468	65 781	8 019	41 004	49 023	-16 758
	<i>Immobilier associé <sup>(1)</sup></i>	317	1 327	1 644	0	0	0	-1 644
	<i>Petit commerce de proximité</i>	2 055	11 835	13 890	2 745	13 059	15 804	+1 914
	<b>Sous-total périmètre sectoriel</b>	<b>15 801</b>	<b>92 555</b>	<b>108 356</b>	<b>22 491</b>	<b>91 646</b>	<b>114 137</b>	<b>+5 781</b>
<b>Total</b>		<b>41 397</b>	<b>92 555</b>	<b>133 952</b>	<b>40 363</b>	<b>91 646</b>	<b>132 009</b>	<b>-1 943</b>

<sup>(1)</sup> Les encours relatifs au secteur « Immobilier Associé », précédemment isolés, sont désormais ventilés dans les filières correspondantes

### Evénements survenus après la clôture de l'exercice :

La loi de finances pour 2026, définitivement adoptée le 2 février 2026, a prorogé pour un an la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Les entreprises concernées en 2026 sont celles qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1,5 milliards d'euros en 2025 ou en 2026 (contre 1 milliard d'euros en 2025). Cette contribution 2026 est assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2025 et 2026. Le Groupe de Crédit

Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie ne dépasse pas le seuil de 1,5 milliards d'euros en 2025 et il devrait en être de même en 2026. Par conséquent, il ne sera pas concerné par cette disposition.

Le Groupe est totalement mobilisé pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés à la guerre israélo-américaine contre l'Iran, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace d'une stagflation et de resserrement monétaire. Dans ce contexte, le Groupe suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. Il possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement. Le Groupe conserve sa politique de provisionnement prudente. Il tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits. La persistance des tensions sur les marchés financiers pourrait entraîner une moindre valorisation de ses portefeuilles d'instruments financiers (obligations, actions et dérivés). Pour autant, le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie bénéficie d'une solidité financière lui permettant le cas échéant, de faire face une situation économique dégradée.

## B. PERIMETRE DES COMPTES REGROUPES

Le périmètre des comptes regroupés inclut la Caisse Fédérale et la Fédération du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie ainsi que les 85 Caisses Locales affiliées. En application de l'article 14 du décret n°84-708 du 24 juillet 1984, le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a délivré un agrément collectif à la Caisse Fédérale et aux Caisses Locales affiliées à notre fédération régionale, elle-même adhérente à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Selon les prescriptions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), les comptes regroupés sont certifiés par les commissaires aux comptes et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale de la Fédération. Ils font l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et sont la base des contrôles prudentiels de l'ACPR.

Le G.I.E. Inter Mutuel Services a également été intégré dans le périmètre de regroupement dans la mesure où il exerce une stricte activité de répartiteur de frais communs au groupe. Cette intégration était nécessaire pour permettre l'élimination des opérations internes au groupe.

## C. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les comptes regroupés représentent l'addition des comptes sociaux des différentes entités après élimination des comptes et opérations réciproques. Les comptes ont été établis dans le respect des principes comptables généralement admis. Les modes d'enregistrement et de présentation prévus dans les règlements de l'Autorité des Normes Comptables sont appliqués conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2020-10.

### 1. Principes et méthodes relatifs à la gestion du risque de crédit de l'activité banque de détail

#### 1.1. Définition des encours présentant un risque de crédit

Le groupe Crédit Mutuel met en application les lignes directrices de l'ABE et les normes techniques de réglementation sur les notions de seuils de matérialité applicables à la définition du défaut. Ces normes impliquent les effets suivants :

- l'analyse du défaut s'effectue au niveau de l'emprunteur et non au niveau du contrat ;
- le nombre de jours d'impayés/de retards (l'arriéré) s'apprécie au niveau d'un emprunteur (obligor) ou d'un groupe d'emprunteurs (joint obligor) ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'impayés/retards consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs. Le décompte du nombre de jours est lancé au franchissement simultané des seuils de matérialité absolus (montant d'arriéré > 100€ en Retail ou > 500€ en Corporate) et relatif (arriéré représentant plus de 1% des engagements bilan en retard). Le compteur est réinitialisé dès le franchissement à la baisse d'un des deux seuils ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimum est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés.

La gestion du risque de crédit porte sur les crédits, les cautions, les engagements de financement irrévocables. Les encours relatifs à ces opérations sont classés en trois catégories :

- les encours sains qui regroupent les créances ou engagements ne présentant pas de risque de crédit avéré, c'est-à-dire, portés par une contrepartie qui n'aurait pas franchi les seuils de matérialité représentatifs d'un défaut ou dans une situation ne permettant pas de croire qu'un risque de perte serait avéré ;

- les encours douteux qui regroupent les créances ou engagements qui présentent un risque de crédit avéré, c'est-à-dire portés par une contrepartie qui aurait franchi les seuils de matérialité représentatifs d'un défaut ou dans une situation laissant à croire qu'un risque de perte serait avéré tel que, par exemple, des créances portées sur une contrepartie soumise à procédure de surendettement, de redressement judiciaire ou de règlement amiable ;
- les encours douteux compromis qui regroupent les créances dont la déchéance du terme a été prononcée ou dont la classification en douteux est supérieure à un an.

Le Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie n'a pas créé de catégorie comptable spécifique pour les encours restructurés. En effet, la restructuration des engagements se traduit par la mise en place d'un nouveau prêt comportant un taux s'inscrivant dans les conditions de marché. Toutefois, les prêts consentis dans le cadre de ces opérations font l'objet d'une codification informatique spécifique permettant d'identifier les encours concernés.

### 1.2. Règles relatives à la segmentation des encours

Au cours de l'année 2003, le Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie a adopté un dispositif de segmentation de ses encours. Cette segmentation est fondée sur la définition de huit marchés dans lesquels est affecté chaque client du groupe. Ces marchés sont les suivants :

- Particuliers ;
- Organismes à but non lucratif ;
- Agriculture ;
- Professionnels ;
- Collectivités locales ;
- Etablissements financiers ;
- Entreprises ;
- Divers.

L'adéquation entre l'activité du client et le segment dans lequel il est affecté fait l'objet de mises à jour régulières.

A chaque catégorie de marché correspond un algorithme permettant de déterminer le niveau de notation interne de chaque client. L'échelle de notation retenue pour le Groupe Crédit Mutuel est uniforme. Elle se décompose en douze échelons d'A+ à F :

- La classe des clients sains se voit ventilée sur les neuf premiers : A+ à E+ ;
- Les clients douteux sont notés E- ;
- Les clients douteux compromis sont notés E= ;
- Les clients douteux en phase contentieuse sont notés F.

Le calcul des notations s'effectue mensuellement. A chaque note de chaque marché, il est associé une probabilité de défaut.

### 1.3. Règles relatives aux créances douteuses

#### ➤ Règles de déclassement :

Le déclassement des créances saines en douteuses s'opère systématiquement selon les principes énoncés précédemment.

Sur tous les encours non gérés par le service contentieux, il est procédé au déclassement automatique des créances répondant aux critères de déclassement réglementaires.

Le retour des créances ainsi déclassées vers la catégorie des encours sains est réalisé lorsque :

- les critères de défaut sont levés et après une période probatoire de trois mois en l'absence d'actif restructuré ;
- automatiquement pour les dossiers particuliers et manuellement pour les dossiers professionnels.

Au prononcé de la déchéance du terme ou au terme d'un délai d'un an suivant le déclassement en encours douteux, les créances concernées font l'objet d'un déclassement en encours douteux compromis.

Les règles relatives au passage en perte sont strictement définies et s'articulent autour de trois seuils :

- dossiers inférieurs à 300€ : passage en perte par les services centraux sur la base d'un dossier justifiant les actions engagées au niveau de la caisse locale et l'insolvabilité du débiteur ;
- dossiers supérieurs à 300€ et inférieurs à 1 524€ : passage en perte par les rédacteurs contentieux sur la base de certificats d'irrecouvrabilité délivrés par des cabinets de recouvrement ou des auxiliaires de justice ;
- dossiers supérieurs à 1 524€ : passage en perte sur décision du comité des pertes sur la base des éléments d'insolvabilité recueillis par le gestionnaire concerné et au vu des actions engagées.

➤ Règles d'enregistrement des intérêts sur créances douteuses :

Pour les encours douteux, les intérêts continuent d'être comptabilisés et font l'objet d'une provision à 100% (le capital est quant à lui provisionné selon les principes énoncés ci-après.).

1.4. Méthode de prise en compte des instruments de réduction des risques

En fonction de la nature du débiteur et de sa situation, les garanties sont prises en compte de façon forfaitaire pour les dossiers gérés en recouvrement amiable, ou font l'objet d'une évaluation individuelle lors de la constitution des provisions pour les dossiers gérés au sein du service contentieux.

Les garanties sont constituées par des sûretés réelles (hypothèque, gage, nantissement) ou personnelles (cautions).

L'évaluation de la valeur de ces dernières est réalisée, dans le cas du dispositif forfaitaire, en fonction des taux de récupération observés sur ces dernières années. Dans le cas de l'évaluation individuelle, la garantie est appréciée en fonction de la valeur du bien (sûreté réelle) ou de la qualité des garants (sûreté personnelle).

1.5. Règles relatives au provisionnement

Dès qu'une créance est déclassée en douteux, le système informatique propose un montant recouvrable calculé en fonction :

- du type de la créance (compte chèque, crédit consommation, prêt immobilier, etc.) ;
- de la nature de la créance (autorisation, dépassements, intérêts) ;
- de la nature de la garantie (caution, gage, hypothèque, etc.) ;
- des événements comptables affectant ces créances.
- de l'ancienneté du défaut.

La provision pour une créance est définie en valeur absolue selon la règle suivante :

$$\text{Provision} = \text{Solde de la créance} - \text{Recouvrable (calculé)}$$

La provision à constituer se compose ainsi de la part non recouvrable de la créance et des intérêts, agios et accessoires à provisionner obligatoirement.

Conformément au règlement de l'ANC 2020-10 du 22 décembre 2020, le montant recouvrable est évalué en fonction des flux futurs recouvrables, ces derniers faisant l'objet d'un calcul d'actualisation réalisé au taux du crédit. La charge résultant de cette actualisation fait l'objet d'une provision spécifique.

En fonction de la nature du débiteur, la proposition du système fait l'objet des traitements suivants :

- pour les dossiers gérés en recouvrement amiable : application systématique des montants proposés par le système,
- pour les dossiers gérés au sein du service contentieux ou du service Prévention : les créances sont provisionnées manuellement selon des règles de gestion formalisées.

Le montant de la dotation aux provisions fait l'objet d'un ajustement :

- mensuel en fonction des événements pouvant affecter les créances concernées,
- trimestriel d'une façon plus générale.

Comme exposé précédemment, en ce qui concerne les provisions constituées de façon statistique le système d'information propose un montant de provision calculé statistiquement lors du déclassement de chaque créance.

Au cours du dernier trimestre 2025, une actualisation de la table de recouvrable a été réalisée.

### 1.6. Informations sur les encours, provisions et créances irrécouvrables

➤ Répartition des encours des crédits sains par marché au 31 décembre 2025 en milliers d'euros :

Marché	Durée résiduelle				
	Inférieure à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Agriculture	72 870	154 860	636 014	414 467	1 278 211
Collectivités locales	11 452	33 807	169 115	173 951	388 325
Entreprises	115 334	177 702	706 629	265 025	1 264 690
Finance Assurance	97	257	88 738	108 100	197 192
OBNL	9 771	10 409	49 981	48 475	118 635
Particuliers	229 951	581 161	3 085 451	4 863 164	8 759 727
Professionnels	119 423	262 375	1 198 445	1 067 689	2 647 933
Divers	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>558 899</b>	<b>1 220 571</b>	<b>5 934 373</b>	<b>6 940 872</b>	<b>14 654 714</b>

➤ Etat des encours des créances douteuses et provisions par marché au 31 décembre 2025 en milliers d'euros :

Marché	Etat des créances	Encours 31/12/25	Provisions au 31/12/24	Dotations 2025	Reprises 2025	Provisions au 31/12/25	Créances irrécouvrables
Agriculture	Douteux	-6 431	410	1 475	324	1 561	0
	Douteux compromis	-24 215	9 298	1 989	1 510	9 777	74
<b>Total</b>		<b>-30 646</b>	<b>9 707</b>	<b>3 464</b>	<b>1 834</b>	<b>11 338</b>	<b>74</b>
Finance Assurance	Douteux	0	0	0	0	0	0
	Douteux compromis	-151	39	12	0	51	0
<b>Total</b>		<b>-151</b>	<b>39</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>51</b>	<b>0</b>
Collectivités locales	Douteux	0	0	0	0	0	0
	Douteux compromis	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Entreprises	Douteux	-4 458	191	1 026	120	1 098	0
	Douteux compromis	-59 490	26 968	5 942	4 199	28 711	226
<b>Total</b>		<b>-63 949</b>	<b>27 159</b>	<b>6 968</b>	<b>4 319</b>	<b>29 809</b>	<b>226</b>
Particuliers	Douteux	-13 073	546	2 226	455	2 317	255
	Douteux compromis	-34 310	14 196	3 313	3 959	13 550	1 558
<b>Total</b>		<b>-47 383</b>	<b>14 742</b>	<b>5 539</b>	<b>4 414</b>	<b>15 867</b>	<b>1 813</b>
OBNL	Douteux	-47	0	10	0	10	0
	Douteux compromis	-1 612	667	176	308	535	65
<b>Total</b>		<b>-1 659</b>	<b>667</b>	<b>186</b>	<b>308</b>	<b>545</b>	<b>65</b>
Professionnels	Douteux	-9 957	305	2 064	230	2 138	5
	Douteux compromis	-66 315	35 018	5 254	7 119	33 153	3 987
<b>Total</b>		<b>-76 272</b>	<b>35 323</b>	<b>7 318</b>	<b>7 349</b>	<b>35 291</b>	<b>3 992</b>
Divers	Douteux	-161	0	11	0	11	0
	Douteux compromis	-783	200	242	21	421	8
<b>Total</b>		<b>-944</b>	<b>200</b>	<b>253</b>	<b>21</b>	<b>432</b>	<b>8</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>-221 003</b>	<b>87 836</b>	<b>23 740</b>	<b>18 244</b>	<b>93 333</b>	<b>6 178</b>

Les créances irrécouvrables s'établissent à 6 178 K€. Ce montant inclut 5 038 K€ de créances couvertes par des provisions et 1 140 K€ de créances non couvertes.

➤ Etat des encours des créances douteuses et provisions par marché au 31 décembre 2024 en milliers d'euros :

Marché	Etat des créances	Encours 31/12/24	Provisions au 31/12/23	Dotations 2024	Reprises 2024	Provisions au 31/12/24	Créances irrécouvrables
Agriculture	Douteux	-4 745	347	957	-150	1 154	0
	Douteux compromis	-21 585	9 688	1 956	-3 049	8 595	1 117
<b>Total</b>		<b>-26 330</b>	<b>10 035</b>	<b>2 913</b>	<b>-3 199</b>	<b>9 749</b>	<b>1 117</b>
Finance Assurance	Douteux	0	0	0	0	0	0
	Douteux compromis	-39	33	39	-33	39	0
<b>Total</b>		<b>-39</b>	<b>33</b>	<b>39</b>	<b>-33</b>	<b>39</b>	<b>0</b>
Collectivités locales	Douteux						
	Douteux compromis						
<b>Total</b>							
Entreprises	Douteux	-16 919	1 742	3 766	-301	5 207	0
	Douteux compromis	-41 056	14 547	10 525	-4 983	20 089	801
<b>Total</b>		<b>-57 975</b>	<b>16 289</b>	<b>14 291</b>	<b>-5 284</b>	<b>25 296</b>	<b>801</b>
Particuliers	Douteux	-11 607	728	1 945	-612	20 61	164
	Douteux compromis	-28 094	14 664	2 583	-4 767	12 480	1 550
<b>Total</b>		<b>-39 701</b>	<b>15 392</b>	<b>4 528</b>	<b>-5 379</b>	<b>14 541</b>	<b>1 714</b>
OBNL	Douteux	-38	1	9	-1	9	0
	Douteux compromis	-2 217	657	119	-118	658	7
<b>Total</b>		<b>-2 255</b>	<b>658</b>	<b>128</b>	<b>-119</b>	<b>667</b>	<b>7</b>
Professionnels	Douteux	-8 509	477	1 154	-336	1 295	3
	Douteux compromis	-72 706	30 307	12 188	-6 415	36 080	2 740
<b>Total</b>		<b>-81 215</b>	<b>30 784</b>	<b>13 342</b>	<b>-6 751</b>	<b>37 375</b>	<b>2 743</b>
Divers	Douteux	0	0	0	0	0	0
	Douteux compromis	-420	348	8	-186	170	312
<b>Total</b>		<b>-420</b>	<b>348</b>	<b>8</b>	<b>-186</b>	<b>170</b>	<b>312</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>-207 935</b>	<b>73 539</b>	<b>35 249</b>	<b>-20 951</b>	<b>87 837</b>	<b>6 701</b>

Les créances irrécouvrables s'établissent à 6 701 K€. Ce montant inclut 5 511 K€ de créances couvertes par des provisions et 1 190 K€ de créances non couvertes.

NB : le montant final des provisions à la fin de l'exercice 2024 est identique à celui d'ouverture de l'exercice 2025, seule la ventilation par Marché commercial a pu être modifiée du fait du changement de nature de l'emprunteur dans le système d'information, en particulier lorsque celui-ci est présent à la fois à titre professionnel et comme personne physique.

➤ Reprise de provisions utilisées :

2025	2024
5 038	5 515

➤ Récupération sur créances amorties :

2025	2024
674	957

### 1.7. Provisions collectives

Les provisions collectives sur encours sains sont subdivisées en trois parties :

- Un premier compartiment résultant d'un calcul basé sur les paramètres nationaux ;
- Un complément de provisionnement prenant en compte un overlay pour risque de modèle ;
- Un complément de provisionnement prenant en compte des spécificités sectorielles régionales.

Voir § « A. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS » page 3.

### 1.8. Engagements vis à vis du personnel

Les indemnités de fin de carrière sont couvertes par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'Assurance.

### 1.9. FRBG

Les fonds pour risques bancaires généraux sont destinés à couvrir des risques généraux. Leur encours n'a pas fait l'objet d'une reprise au cours de l'exercice et il s'établit à 188 034 K€.

### 1.10. Autres Provisions

Il s'agit de provisions affectées à un risque précis (provisions pour pertes et charges et risques divers, pour risques sur engagements hors bilan). Elles ont été examinées sur la base de l'analyse des risques et les retraitements nécessaires opérés en conséquence.

## 2. Conversion des comptes en devises

Les éléments d'actif, de passif et les engagements hors bilan sont évalués dans le respect des dispositions prévues par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière définis par le règlement 95-04 du 21 juillet 1995. Ces dernières ont été modifiées par les règlements de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatifs aux comptes des entreprises du secteur bancaire, puis par le règlement N° 2023-03 du 7 juillet 2023.

## 3. Commissions sur prêts

Conformément aux dispositions de l'ANC n°2020-10 et de l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité (CNC), les commissions reçues ou versées lors de la mise en place d'un prêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces commissions ayant une nature d'intérêt, sont inscrites au compte de résultat dans la partie PNB parmi les rubriques d'intérêts.

La renégociation entraîne la modification ou la dé-comptabilisation de l'ancien prêt. Les commissions perçues dans le cadre des renégociations non constitutives d'une dé-comptabilisation sont étalées sur la maturité résiduelle des prêts.

## 4. Titres de placement et d'investissement

Les titres sont comptabilisés selon les principes définis par le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, repris par le règlement ANC 2020-10 et relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres monétaires est amortie selon un mode actuariel.

### 4.1. Titres à revenu fixe

Les valeurs mobilières sont enregistrées à leur prix d'acquisition, coupon couru exclu. La prime, différence entre le prix d'achat des titres et leur valeur de remboursement, est amortie de façon actuarielle sur la durée restant à courir. Les coupons encaissés sur obligations sont comptabilisés pour leur montant net. Les coupons courus non échus sont comptabilisés en fin d'exercice.

Les titres de créances négociables, bons du Trésor, instruments du marché interbancaire sont enregistrés à leur prix d'acquisition coupon couru inclus. Les produits courus sont calculés au taux du marché constaté lors de l'acquisition. La différence avec les intérêts nominaux est imputée au compte d'actif et permet l'amortissement de la prime.

#### 4.2. Titres à revenu variable

Les actions et parts d'O.P.C.V.M. sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Les revenus sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement pour leur valeur nette.

##### Principe de l'option de comptabilisation des frais d'acquisition en fonction du portefeuille de classement :

Les titres de l'activité de portefeuille, les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont soit rattachés au prix d'acquisition des titres de placement, soit comptabilisés directement en charges. Le choix de comptabilisation doit être le même pour les quatre portefeuilles suivants : titres de placement, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme. Pour les titres de participation et parts dans les entreprises liées, l'exercice de l'option s'effectue indépendamment des autres catégories comptables. Les titres transférés en provenance d'une autre catégorie comptable font l'objet à la date du transfert, et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Les dotations ou reprises de dépréciations éventuelles résultant de cette évaluation sont constatées au compte de résultat préalablement au transfert.

Le Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie enregistre en charge immédiate l'intégralité des frais d'acquisition.

#### 4.3. Provisions pour dépréciation des titres

Pour les portefeuilles de placement, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'achat d'un titre, corrigée de l'amortissement des primes, est supérieure au dernier cours de marché connu.

Le portefeuille d'investissement ne donne pas lieu à comptabilisation de provision.

Le portefeuille d'investissement peut faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

#### 4.4. Titres de filiales et de participation

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. A la clôture de l'exercice, des provisions sont constituées si l'évaluation individuelle des titres à leur valeur d'utilité fait ressortir une dépréciation par rapport à leur valeur d'acquisition. La valeur d'utilité s'apprécie d'après différents critères : l'actif net, le cours de bourse ou la rentabilité.

Selon les normes du groupe national, cette valeur est, à minima, le coût d'acquisition des titres. Une évaluation à la juste valeur des entreprises du périmètre du groupe est réalisée annuellement.

#### 4.5. Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements n° 88-02 et 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, repris dans le règlement 2023-03 du 7 juillet 2023. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine :

- Opérations de couverture : les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts.
- Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.
- Opérations de marché : les produits et charges relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument. Les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision pour risques et charges. La détermination de cette valeur est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré). Sur les marchés organisés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.
- Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé. Dans le cas des contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises, la valeur de marché est déterminée en fonction du prix calculé en actualisant aux taux d'intérêt du marché les flux futurs et en tenant compte des



risques de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs. Les variations de valeurs des options non cotées sont déterminées selon un calcul mathématique.

5. Immobilisations

5.1. Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont amortis sur leur durée d'utilisation entre 1 et 3 ans.

Les droits au bail sont dépréciés à 100 %. Les droits au bail acquis par les entités du Groupe MABN sont immobilisés à l'actif du bilan dans un compte 2400001 DROIT AU BAIL et font l'objet, dès leur acquisition, d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de leur montant. Au 31/12/2024, le montant de ces immobilisations incorporelles et de la provision correspondante est de 2 407 926 euros.

5.2. Immobilisations corporelles

Les modes et les durées d'amortissements appliqués aux acquisitions d'immobilisations corporelles résultent de l'application :

- du règlement ANC 2017-03 du Comité de la réglementation comptable ;
- des règles fixées au niveau du Crédit Mutuel national.

Les modalités retenues sont les suivantes :

Catégorie d'immobilisations		Durée
Immeubles	Constructions – Structures	20 ans linéaires
	Equipements	20 ans linéaires
	Agencements – Installations	10 ans linéaires
Mobilier		10 ans linéaires
Matériel		5 ans linéaires
Matériel informatique		4 ans linéaires

6. Informations relatives aux parties liées

Conformément à la réglementation, les annexes doivent mentionner la liste des transactions significatives effectuées par l'établissement avec ses parties liées si celles-ci sont hors conditions normales de marché. Les transactions référencées concernent les transferts de ressources, de services ou d'obligations.

Pour la Caisse Fédérale, les parties liées sont identifiées comme étant le Directeur Général, les membres de Conseil d'Administration de la Caisse Fédérale, toutes entités contrôlées ou subissant une influence notable par une des personnes mentionnées précédemment, toutes entités contrôlées par la Caisse Fédérale contrôle ou sur lesquelles cette dernière exerce une influence notable. Sont exclues toutes les transactions entre un établissement et ses filiales qu'il détient en totalité ou en quasi-totalité, et les transactions entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère.

Les transactions entre la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché.

D. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Au 31/12/2024, la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie détenait des Obligations Assimilables du Trésor indexées sur l'inflation (OATi) à échéance 2028 et 2029. Ces titres sont caractérisés par le versement à l'échéance d'une prime égale à l'inflation acquise appliquée au nominal. Jusque-là, conformément à la position normative, cette composante n'était pas comptabilisée avant l'échéance finale.

Pour s'aligner sur la pratique de place, il a été décidé de la prendre en compte avant l'échéance finale. Ainsi, depuis le 01/01/2025, est comptabilisé le montant correspondant à la formule suivante :

(Coefficient d'inflation à date d'arrêté \* nominal) - prime inflation payée à la date d'achat

- Avec :
- A = Prime inflation payée à la date d'achat
  - Bn = Coefficient d'inflation à date d'arrêté n \* nominal

	OATi 0,10% 03/2028	OATi 3,40% 07/2029	Total
<b>Nominal en stock au 31/12/2025</b>	<b>250 000 000€</b>	<b>120 000 000€</b>	<b>370 000 000€</b>
Prime inflation payée à la date d'achat (A)	41 386 000€	56 728 400€	98 114 400€
Prime inflation atteinte au 31/12/2024 (B <sub>1</sub> )	46 930 000€	58 554 000€	105 484 000€
Quote-part inflation acquise au 31/12/2024 (B <sub>1</sub> -A)	5 544 000€	1 825 600€	7 369 600€
Prime inflation atteinte au 31/12/2025 (B <sub>2</sub> )	49 597 500€	60 159 600€	109 757 100€
Quote-part inflation acquise au 31/12/2025 (B <sub>2</sub> -A)	8 211 500€	3 431 200€	11 642 700€
Part attribuable à l'exercice 2025 (B <sub>2</sub> - B <sub>1</sub> )	2 667 500€	1 605 600€	4 273 100€

Ce changement de méthode s'est traduit par :

- la comptabilisation, à l'Actif, au débit des « Créances rattachées sur Effets Publics » de 11 642 700€ ;
- la comptabilisation, en Capitaux Propres, au crédit du « Report à nouveau » de 7 369 600€ ;
- la comptabilisation, en Compte de Résultat, au crédit des « Produits d'intérêts sur Effets Publics » de 4 273 100€.

## E. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN, HORS BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Conformément au règlement ANC 2020-10, les postes de l'actif et du passif du bilan incluent les intérêts et versements assimilés courus ou échus à recevoir ou à payer.

Les chiffres ci-après sont toujours exprimés en milliers d'Euros.

### 1. Informations sur les postes du Bilan

#### Note 1 - Opérations avec la clientèle et les établissements de crédit

- Provisions pour dépréciation des créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle :

	Encours 31/12/2025			Encours 31/12/2024		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Créances saines sur les établissements de crédit	1 150 667		1 150 667	1 155 250		1 155 250
<b>TOTAL</b>	1 150 667		1 150 667	1 155 250	0	1 155 250
Créances saines sur la clientèle	14 654 712		14 654 712	14 311 703	0	14 311 703
Créances douteuses sur la clientèle	221 338	93 333	128 005	208 040	87 836	120 204
<b>TOTAL</b>	14 876 050	93 333	14 782 717	14 519 743	87 836	14 431 907

#### Note 2 - Portefeuille titres

- Ventilation entre les portefeuilles de transaction, de placement, d'investissement et les titres de l'activité du portefeuille (valeur nette) / créances représentatives de titres prêtés :

	Portefeuille de transaction	Portefeuille de Placement	Portefeuille d'investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	700 930	700 930
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	1 402 122	448 394	1 850 516
Actions et autres titres à revenu variable	0	170 637		170 637
<b>TOTAL</b>	0	1 572 759	1 149 324	2 722 083

Le Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie ne détient aucun titre de l'activité de portefeuille.

➤ Portefeuille titres - différences prix acquisition / prix de remboursement et valeur de marché / valeur d'acquisition, par portefeuille :

	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	Autres titres détenus à long terme	Total
<b>Différences entre prix d'acquisition et prix de remboursement</b>	<b>0</b>	<b>11 728</b>		<b>11 728</b>
Négatives (px acquisition < prix de remboursement)	0	-10 169		-10 169
Positives (px acquisition > prix de remboursement)	0	21 897		21 897
<b>Différences entre valeur de marché et valeur d'acquisition</b>	<b>44 658</b>	<b>8 121</b>	<b>0</b>	<b>52 779</b>
Moins-values latentes <sup>(1)</sup> (valeur acquisition > valeur de marché)	-9 632		0	-9 632
Plus-values latentes (valeur acquisition < valeur de marché)	54 290	8 121	0	62 411
<b>PROVISIONS DES CREANCES DOUTEUSES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<sup>(1)</sup> Pour les titres de placement, les moins-values latentes sont provisionnées sauf si elles sont couvertes par une plus-value latente émanant d'un swap de couverture.

➤ Portefeuille titres et participations - ventilation selon l'émetteur et selon la cotation :

Rubriques du bilan	Cotation		Créances rattachées	Total
	Titres cotés	Titres non cotés		
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 844 606	0	5 910	1 850 516
Actions et autres titres à revenu variable	2 413	168 224		170 637
Participations et activité de portefeuille	0	21 820		21 820
Parts dans les entreprises liées	0	640 824		640 824
<b>TOTAL</b>	<b>1 847 019</b>	<b>830 868</b>	<b>5 910</b>	<b>2 683 797</b>

➤ Montant des titres ayant fait l'objet d'un transfert d'un portefeuille à un autre : Néant.

➤ Montant global des titres d'investissement vendus avant l'échéance : Néant.

➤ Remboursements anticipés au gré de l'émetteur : Néant

Note 3 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	Participations	Parts dans les entreprises liées	Autres titres détenus à long terme
<b>Montant brut en début d'exercice</b>	<b>21 175</b>	<b>547 490</b>	<b>0</b>
Entrées dans l'exercice	697	176 766	0
- par acquisition	697	176 766	
- par transfert			
Sorties dans l'exercice	0	82 894	0
- par cession		82 894	
- par transfert			
<b>Montant brut en fin d'exercice</b>	<b>21 872</b>	<b>641 363</b>	<b>0</b>
Titres cotés			
Titres non cotés	21 872	641 363	
<b>Montant cumulé des provisions en début d'exercice</b>	<b>39</b>	<b>642</b>	<b>0</b>
Dotations aux provisions	16		
Transfert			
Reprises de provisions	4	103	
<b>Montant cumulé des provisions en fin d'exercice</b>	<b>52</b>	<b>539</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL NET</b>	<b>21 820</b>	<b>640 824</b>	<b>0</b>

➤ Liste des filiales et participations<sup>4</sup>

	Part de capital détenu <sup>5</sup>	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice
<b>Filiales (chiffres CNC 2024-12 ou 2024-11) :</b>			
SAS VOLNEY ASSURANCES 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	3 757	178
SAS VOLNEY DEVELOPPEMENT 43 boulevard Volney, 53000 Laval	90,00%	22 971	313
GIE INTER MUTUEL FOURNITURES 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	1	0
SAS VOLNEY BOCAGE 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	6 342	94
SAS VOLNEY HABITAT 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	89	8
SAS AIAC 43 boulevard Volney, 53000 Laval	99,37%	66 623	0
SCI VOLNEY PATRIMOINE 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	-8 971	503
<b>Participations (chiffres CNC) :</b>			
SAS OCEAN PARTICIPATIONS 34 Rue Léandre Merlet, 85000 La Roche sur Yon	10,00%	127 179	14 407
SNC SIDEL 43, boulevard Volney, 53000 Laval	50,00%	584	-5

<sup>4</sup> liste des filiales et participations au sens de l'article 4 de l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 (filiales si % détention supérieur à 50% / participations si % de détention compris entre 10% et 50%)

<sup>5</sup> Capital détenu directement ou par prête-nom

## ➤ Tableau des filiales et participations (1/2)

Informations financières sur les filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés
				Brute	Nette	
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations :</b>						
1. Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société) :						
SAS VOLNEY ASSURANCES 43 boulevard Volney, 53000 Laval	40	3 539	100,00%	38	38	
SAS VOLNEY DEVELOPPEMENT 43 boulevard Volney, 53000 Laval	15 000	7 658	90,00%	13 500	13 500	
GIE INTER MUTUEL FOURNITURES 43 boulevard Volney, 53000 Laval	1	0	100,00%	1	1	
SAS VOLNEY BOCAGE 43 boulevard Volney, 53000 Laval	6 710	-463	100,00%	6 710	6 342	5 639
SAS VOLNEY HABITAT 43 boulevard Volney, 53000 Laval	160	-79	100,00%	160	89	2 296
SAS AIAC 43 boulevard Volney, 53000 Laval	66 623		99,37%			
SCI VOLNEY PATRIMOINE 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100	-9 574	100,00%	100	0	193 087
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société) :						
SNC SIDEL 43, boulevard Volney, 53000 Laval	152	437	50,00%	76	76	
SAS OCEAN PARTICIPATIONS 34 Rue Léandre Merlet, 85000 La Roche sur Yon	44 506	68 265	10,00%	9 024	9 024	
<b>B. Renseignements globaux concernant autres filiales ou participations :</b>						
1. Filiales non reprises au § A						
- Filiales françaises (ensemble)						
- Filiales étrangères (ensemble)						
2. Participations non reprises au § A						
- dans les sociétés françaises (ensemble)				614 159	614 107	
- dans les sociétés étrangères (ensemble)				614 159	614 107	
				0	0	

## ➤ Tableau des filiales et participations (2/2)

Informations financières sur les filiales et participations	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations :</b>					
1. Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société) :					
SAS VOLNEY ASSURANCES	305	240	178	0	Exercice 24
SAS VOLNEY DEVELOPPEMENT		1 971	313	0	Exercice 24
GIE INTER MUTUEL FOURNITURES		1 614	0	0	Exercice 24
SAS VOLNEY BOCAGE		303	94	0	Exercice 24
SAS VOLNEY HABITAT		180	8	0	Exercice 24
SAS AIAC					Création 25*
SCI VOLNEY PATRIMOINE		5 882	503	0	Exercice 24
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société) :					
SNC SIDEL		0	-5	0	Exercice 24
SAS OCEAN PARTICIPATIONS		25 492	14 407	0	Exercice 24
<b>B. Renseignements globaux concernant autres filiales ou participations :</b>					
1. Filiales non reprises au § A					
- Filiales françaises (ensemble)					
- Filiales étrangères (ensemble)					
2. Participations non reprises au § A				32 023	
- dans les sociétés françaises (ensemble)				32 023	
- dans les sociétés étrangères (ensemble)				0	

\*L'entité AIAC (Alliance pour l'Innovation Associative et Citoyenne) a été créée en juillet 2025, son premier exercice clôturera en décembre 2026. Les titres de l'entité HelloAsso détenus par la Caisse Fédérale ont été échangés avec des titres de l'entité AIAC en octobre 2025.

## ➤ Opérations avec les entreprises liées et les participations :

	Total du poste	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation		Entreprises liées	
		Total	Dont montants subordonnés	Total	Dont montants subordonnés
<b>Actif</b>					
Créances sur les établissements de crédit	1 150 667	0		427 689	0
Créances sur clientèle	14 782 717	0		201 521	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 850 516	0		0	0
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>17 783 900</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>629 210</b>	<b>0</b>
<b>Passif</b>					
Dettes sur les établissements de crédit	1 128 957	0		0	0
Dettes sur clientèle	12 715 712	0		68 815	0
Dettes représentées par un titre	2 943 583	0		0	0
Dettes subordonnées	0	0		0	0
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>16 788 252</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>68 815</b>	<b>0</b>
<b>Engagements donnés de financement</b>					
Sur les établissements de crédit	53 825	0		0	0
Sur la clientèle	1 626 037	0		1 592	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 679 862</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 592</b>	<b>0</b>
<b>Engagements donnés de garantie</b>					
Sur les établissements de crédit	7 420	0		5 783	0
Sur la clientèle	420 555	0		869	0
<b>TOTAL</b>	<b>427 975</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 652</b>	<b>0</b>
<b>Engagements donnés sur titres</b>					
Sur les établissements de crédit	0	0		0	
Sur la clientèle	0	0		0	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

[Note 4 - Immobilisations incorporelles et corporelles](#)

	Montant début d'exercice	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Transferts	Montant fin d'exercice
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Montant brut	148 387	8 694	-5 705	-16	151 360
Amortissements & provisions	-114 936	-4 089	5 500	0	-113 525
Montant net	33 451				37 836
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Montant brut	2 628	28	-46	16	2 625
Amortissements et provisions	-2 614	-38	46	0	-2 606
Montant net	14				19

[Note 5 - Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie \(actif ou passif\)](#)

	Stock à l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	Autres variations (fluctuations du cours de change,...)	Stock à la clôture de l'exercice
Provisions pour dépréciation des créances (actif)	87 836	23 740	-18 244	0	93 333
Provisions sur engagements par signature (passif)	4 237	2 048	-1 582	0	4 704
Autres provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie	138 721	264 246	-265 440	0	137 527
<i>Dont provisions Risques Clients Action R.C</i>	508	110	-49	0	569
<i>Dont provisions collective clientèle</i>	133 953	263 322	-265 266	0	132 009
<i>Dont provisions sectorielles clientèle</i>	4 260	814	-126	0	4 948
<i>Dont provisions activité autonome crédits</i>	0	0	0	0	0

Note 6 - Dettes représentées par un titre

Voir tableau « Durée résiduelle... dettes représentées par un titre » (note 12.).

Note 7 - Actifs subordonnés

	Informations au 31/12/2025			Informations au 31/12/2024		
	Total du poste	Dont actifs subordonnés	Dont prêts participatifs	Total du poste	Dont actifs subordonnés	Dont prêts participatifs
Créances saines sur les établissements de crédit	1 150 667	1 920	4 266	1 155 250	1 920	3 169
Opérations avec la clientèle	14 782 717	0	0	14 431 907	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 850 516	55 702	0	1 832 871	55 700	0
<b>TOTAL</b>	<b>17 783 900</b>	<b>57 622</b>	<b>4266</b>	<b>17 420 028</b>	<b>57 620</b>	<b>3 169</b>

Note 8 - Provisions

	Stock à l'ouverture de l'exercice	Provisions constituées au cours de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés et repris au cours de l'exercice	Stock à la clôture de l'exercice
<b>Provisions pour risques et charges relatives à des opérations bancaires ou connexes à l'activité bancaire</b>	<b>175 158</b>	<b>273 305</b>	<b>-10 490</b>	<b>-266 485</b>	<b>171 488</b>
. Provisions pour retraites	861	842	-70	-791	842
. Provisions pour impôts	0	0	0	0	0
. Provisions pour restructuration	0	0	0	0	0
. Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie et sur engagements par signature	142 959	266 294	-1 589	-265 433	142 230
. Provisions Epargne Logement	20 217	0	-6 140	0	14 077
. Provisions pour risques hors bilan	0	0	0	0	0
. Autres provisions	11 122	6 170	-2 692	-261	14 339

Il s'agit de provisions affectées à un risque précis (pertes et charges et risques divers, risques sur engagements hors bilan). Elles sont examinées sur la base de l'analyse des risques et les retraitements nécessaires opérés en conséquence.

Le poste « Autres provisions » est notamment lié à des opérations de crédit-bail au niveau du GIE ou de la SNC. Ceux-ci sont financés soit par des avances bonifiées de leurs membres, soit par des avances qui ne pourront être remboursées en totalité. Ainsi des provisions sont constituées au titre de la dépréciation due à l'actualisation de ces avances ou à l'abandon de créance prévu au plan de financement initial.

## ➤ Tableau des provisions PEL/CEL

	0-4 ans	4-10 ans	+10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	111 938	184 169	1 458 606	1 754 713
Montant des provisions sur PEL	849	1 397	11 068	13 315
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				242 843
Montant des provisions sur CEL				170
Dotations Provisions EL				0
Reprises Provisions EL				6 140
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				-14 746
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				592

Note 9 - Dettes subordonnées

Ce poste regroupait jusqu'au 31 décembre 2022 les contrats liés aux emprunts Crédit Logement. Après une étude approfondie de ces contrats, il ne s'agit que d'un simple dépôt de trésorerie calé sur la durée du prêt et annulable à tout moment sans préavis. Ainsi ces derniers ont été reclassés en « Dettes envers les établissements de crédits ».



[Note 10 - Capitaux propres \(hors résultat\)](#)

	Début d'exercice	Affectation résultat exercice	Variation de l'exercice (+/-)	Fin d'exercice
Total des capitaux propres hors réserves	296 118	0	2 059	298 177
Total des réserves	1 698 709	84 265	0	1 782 974
Réserve légale	18 971		0	18 971
Réserves plus-values LT	0		0	0
Autres réserves	1 679 738	84 265	0	1 764 003
Total du report à nouveau	0	0	7 370	7 370
<b>TOTAL</b>	<b>1 994 827</b>	<b>84 265</b>	<b>9 429</b>	<b>2 088 521</b>

[Note 11 - Actionnariat](#)

RUBRIQUES	NOMBRE	Valeur Nominale en Euros	TOTAL (en K€)
Parts A	18 601 280	1	18 601.3
Parts B	270 012 343	1	270 012.3
		<b>TOTAL</b>	<b>288 613.6</b>

[Note 12 - Autres postes du bilan](#)

➤ Créances et dettes correspondant à des opérations effectuées avec le réseau :

	Informations au 31/12/2025		Informations au 31/12/2024	
	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau
Créances sur les établissements de crédit	1 150 667	1 047 642	1 155 250	911 430
<i>Dont Caisse des dépôts et Consignation, Centralisation livrets</i>	827	0	813	0
Dettes envers les établissements de crédit	1 128 957	136 970	1 384 695	217 604

➤ Créances et dettes se rapportant à des pensions livrées sur titres :

	Informations au 31/12/2025		Informations au 31/12/2024	
	Total du poste	Dont opérations se rapportant à des pensions livrées sur titres	Total du poste	Dont opérations se rapportant à des pensions livrées sur titres
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>1 150 667</b>	<b>93 555</b>	<b>1 155 250</b>	<b>232 496</b>
Emprunts d'état	0	91 922	0	230 457
Obligations et autres titres revenu fixe	0	1 933	0	2 039
<b>Opérations avec la clientèle – actif</b>	<b>14 782 717</b>	<b>0</b>	<b>14 431 907</b>	<b>0</b>
Emprunts d'état	0	0	0	0
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 128 957</b>	<b>452 446</b>	<b>1 384 695</b>	<b>523 459</b>
Emprunts d'état	0	345 725	0	468 552
Obligations	0	106 721	0	54 908
Titres de créances négociables	0	0	0	0
<b>Opérations avec la clientèle - passif</b>	<b>12 715 712</b>	<b>0</b>	<b>12 284 003</b>	<b>0</b>

## ➤ Ventilation des postes « Autres actifs » et « Autres passifs » du bilan :

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres actifs</b>	<b>218 895</b>	<b>212 713</b>
Prime Epargne Logement	6 876	7 175
Impôts à récupérer	78 12	60 163
Débiteurs divers	121 939	133 703
Fonds de garantie des dépôts	11 968	11 672
<b>Autres passifs</b>	<b>135 292</b>	<b>124 264</b>
Impôts à payer	25 944	24 755
Charges sociales à payer	53 858	52 007
Créditeurs divers	55 490	47 502

## ➤ Ventilation des postes « Comptes de régularisation » du bilan :

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>85 823</b>	<b>116 255</b>
Valeurs à encaissement	15 351	20 293
Produits à recevoir	8 049	13 929
Divers comptes de régularisation	62 423	82 033
<b>Comptes de régularisation passif</b>	<b>157 160</b>	<b>137 072</b>
Exigibilités après encaissements	8 996	3 912
Produits constatés d'avance	77 183	68 313
Charges à payer	11 436	13 050
Comptes de régularisation divers	59 545	51 797

➤ Durée résiduelle - Ventilation des créances et des dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle, des obligations et autres titres à revenu fixe, des dettes représentées par un titre, des dettes subordonnées :

	Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	Durée résiduelle de 3 mois à un an	Durée résiduelle de 1 à 5 ans	Durée résiduelle de plus de 5 ans	Créances et dettes rattachées	Total
<b>Créances sur établissements de crédit</b>	<b>649 723</b>	<b>0</b>	<b>210 132</b>	<b>286 400</b>	<b>4 412</b>	<b>1 150 667</b>
. A vue	649 270				0	649 270
. A terme	453	0	210 132	286 400	4 412	501 397
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>789 239</b>	<b>1 237 507</b>	<b>5 050 088</b>	<b>7 680 842</b>	<b>25 041</b>	<b>14 782 717</b>
- Créances commerciales	4 778				0	4 778
- Autres concours à la clientèle	698 494	1 237 507	5 050 088	7 680 842	23 623	14 690 554
- Comptes ordinaires débiteurs	85 967				1 418	87 385
<b>Obligations &amp; autres titres à revenu fixe</b>	<b>10 000</b>	<b>455 208</b>	<b>704 831</b>	<b>674 567</b>	<b>5 910</b>	<b>1 850 516</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>361 601</b>	<b>73 010</b>	<b>533 492</b>	<b>146 768</b>	<b>14 086</b>	<b>1 128 957</b>
. A vue	2 913				0	2 913
. A terme	358 688	73 010	533 492	146 768	14 086	1 126 044
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>9 053 295</b>	<b>997 376</b>	<b>2 019 615</b>	<b>623 216</b>	<b>22 210</b>	<b>12 715 712</b>
- Comptes d'épargne à régime spécial	5 186 916	117 219	228 503	106 826	258	5 639 722
. A vue <sup>(1)</sup>	3 544 455				0	3 544 455
. A terme	1 642 461	117 219	228 503	106 826	258	2 095 267
- Autres dettes	3 866 379	880 157	1 791 112	516 390	21 952	7 075 990
. A vue	3 695 617				619	3 696 236
. A terme	170 762	880 157	1 791 112	516 390	21 333	3 379 754
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>481 917</b>	<b>948 321</b>	<b>980 508</b>	<b>502 000</b>	<b>30 837</b>	<b>2 943 583</b>
- Bons de caisse	4 185	12 342	13 470	0	1 382	31 379
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	477 732	935 979	967 038	502 000	29 455	2 912 204
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<sup>(1)</sup> Le montant de la centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations imputée sur les opérations avec la clientèle s'établit à 13 262 113 €.

## 2. Informations sur les postes du hors bilan

### Note 13 - Engagements donnés et reçus de financement, de garantie et sur titres

- Engagements de financement et de garantie conclus avec les établissements de crédits et avec la clientèle :

	Etablissements de crédit	Clientèle
Engagements de financement donnés	-53 825	-1 626 037
Engagements de garantie donnés	-8 143	-426 924
Engagements de garantie reçus	2 705 394	0

- Engagements donnés concernant les entreprises liées :

	Total du poste	Dont engagements concernant les entreprises liées
Engagements de financement donnés	1 679 862	1 592
Engagements de garantie donnés	435 067	869
Engagements sur titres donnés	34 815	0

### Note 14 - Instruments financiers à terme

- Opérations sur marchés organisés et assimilés : Néant

- Opérations sur marché de gré à gré :

	Opérations de couverture		Opérations de gestion de position		
	Micro couverture	Macro couverture	Positions ouvertes isolées	Gestion spécialisée d'un portefeuille	Autres modes de gestion
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	<b>1 497 850</b>	<b>2 485 000</b>	<b>322</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Contrats à terme ferme d'échange de taux	1 497 850	2 485 000	0	0	0
Contrats à terme optionnels	0	0	322	0	0

- Instruments financiers à terme : ventilation par durée résiduelle :

	Durée résiduelle inférieure à 1 an	Durée résiduelle de un à cinq ans	Durée résiduelle de plus de cinq ans	Total
Encours des swaps	390 000	2 685 650	907 200	3 982 850
Autres opérations sur instruments financiers	322	0	0	322
<b>TOTAL</b>	<b>390 322</b>	<b>2 685 650</b>	<b>907 200</b>	<b>3 983 172</b>

- Instruments financiers à terme : incidence significative sur le bilan :

	Montants au bilan	Montants au hors bilan correspondants
Primes sur instruments conditionnels achetés	26	0
Primes sur instruments conditionnels vendus	3 538	0
Dépôts de garantie versés.	39 053	0
Pertes potentielles ou à étaler sur contrat en cours	70	0
Gains potentiels ou à étaler sur contrats en cours	129	0
<b>TOTAL</b>	<b>42 816</b>	<b>0</b>

## ➤ Estimation de la juste valeur des instruments financiers :

	Encours	Juste valeur
Swaps de micro-couverture	1 497 850	-29 810
Swaps de macro-couverture	2 485 000	-24 917
Swaps position ouverte isolée	0	0
Swaps de trading	0	0
Caps micro-couverture	0	0
Caps macro-couverture	0	0
Caps position ouverte isolée	0	0
Options position ouverte isolée	322	-3 512
Floors macro-couverture	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>3 983 172</b>	<b>-58 239</b>

[Note 15 - Engagements pris en matière de Crédit-bail immobilier](#) : Néant

[Note 16 - Montant des engagements qui ne figurent pas au hors bilan](#)

## ➤ Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :

	Total des engagements	Dont engagements se rapportant à des entreprises liées
Engagements donnés	7 632	0
Engagements reçus	7 660	0

## 3. Informations sur les postes du compte de résultat

[Note 17 - Produits et charges d'intérêts](#)

## ➤ Intérêts et produits assimilés :

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>481 051</b>	<b>518 328</b>
avec des établissements de crédit	113 968	146 745
avec la clientèle	331 796	303 590
sur obligations et autres titres à revenu fixe	34 800	26 995
autres intérêts et produits assimilés	487	40 998

## ➤ Intérêts et charges assimilées :

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-369 896</b>	<b>-473 040</b>
avec des établissements de crédit	-60 917	-87 100
avec la clientèle	-242 309	-293 308
sur obligations et autres titres à revenu fixe	-66 670	-92 632
relatives à des dettes subordonnées	0	0
autres intérêts et charges assimilées	0	0

[Note 18 - Revenus des titres à revenu variable](#)

	31/12/2025	31/12/2024
Actions et autres titres à revenu variable	10 030	7 989
Participations et autres titres détenus à long terme	423	418
Autres parts dans les entreprises liées	32 023	105 777
<b>TOTAL</b>	<b>42 476</b>	<b>114 184</b>

[Note 19 - Commissions](#)

	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	1 884	-696
Opérations avec la clientèle	86 728	-1 402
Opérations sur titres	11	-517
Opérations sur change	125	0
Opérations sur instruments financiers à terme	0	0
Commissions sur titres clientèle	4 745	-818
Commissions monétiques	43 415	-24 659
Commissions sur autres moyens de paiement	4 011	-1 751
Commissions diverses	30 433	-1 442
<b>TOTAL</b>	<b>171 352</b>	<b>-31 285</b>

[Note 20 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation](#)

	31/12/2025	31/12/2024
Opérations sur change	773	-338
Opérations sur instruments financiers à terme	-771	-3 474
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>-3 812</b>

[Note 21 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés](#)

	Plus et moins-values réalisées		Provisions	
	Moins-values	Plus-values	Dotations	Reprises
Opérations sur titres de placement	-187	407	-3 593	937

[Note 22 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire](#)

## ➤ Autres produits d'exploitation bancaire :

	31/12/2025	31/12/2024
Quote-part des opérations faites en commun	0	0
Charges refacturées à l'exception des charges refacturées à l'euro l'euro	7	62
Transferts de charges	0	0
Produits sur opérations de location simple effectuées à titre accessoire	70	34
Produits provenant d'activités autres que les opérations de banque et autres que les opérations connexes	379	380
Reprises de provisions & récup s/créances amorties	42	360
<b>TOTAL</b>	<b>498</b>	<b>836</b>

## ➤ Autres charges d'exploitation bancaire :

	31/12/2025	31/12/2024
Quote-part des opérations faites en commun	3	1
Autres charges diverses	-1 743	-2 076
Dotations aux provisions pour risques et charges exploitation bancaire	-103	-18
<b>TOTAL</b>	<b>-1 843</b>	<b>-2 093</b>

Note 23 - Charges générales d'exploitation

	31/12/2025	31/12/2024
Frais de personnel	-127 097	-121 822
Salaires et traitements	-70 185	-69 530
Charges de retraites	-5 122	-5 205
Autres charges sociales et fiscales	-36 372	-35 482
Intéressement et participation des salariés	-15 418	-11 605
Impôts et Taxes	-3 281	-1 729
Autres frais administratifs	-63 608	-62 904
Refacturations charges	2 486	1 763
<b>TOTAL</b>	<b>-191 500</b>	<b>-184 692</b>

Note 24 - Coût du risque

	Montants nets 31/12/2025	Montants nets 31/12/2024
Provisions pour dépréciation des créances sur la clientèle et sur les établissements de crédit	-11 275	-20 874
Provisions sur titres	0	0
Provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan)	-466	306
Autres	1 256	666
<b>TOTAL</b>	<b>-10 485</b>	<b>-19 902</b>

Note 25 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	31/12/2025	31/12/2024
Sur immobilisations corporelles & incorporelles	-191	564
Sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	90 206	89
<b>TOTAL</b>	<b>90 015</b>	<b>653</b>

Note 26 - Impôt sur les bénéfices

	Résultat courant		Résultat exceptionnel	
	Régime de droit commun (taux normal)	Régime dérogatoire (taux réduit)	Régime de droit commun (taux normal)	Régime dérogatoire (taux réduit)
Base	73 942	1 987	0	0
Taux d'imposition	25,00%	15,00%		
Impôt brut correspondant	18 486	298		
Crédits d'impôts, avoirs fiscaux et imputations	-1 398			
Autres éléments (dont impôts additionnels)	3			
<b>Impôt net (Total : 17 388)</b>	<b>17 090</b>	<b>298</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Le groupe comptabilise la contribution économique territoriale (CET), composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE), et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), comme une charge opérationnelle.

Note 27 - Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnels s'établit à 2K€ au 31/12/2025. Il est lié à des indemnités octroyées dans le cadre de l'article 700.

## F. AUTRES INFORMATIONS

### Note 28 - Effectif moyen du personnel

	31/12/2025	31/12/2024
Effectif moyen en ETP en activité au cours de l'exercice	1 616	1 610
<i>Dont gradés</i>	985	977
<i>Dont cadres</i>	532	536
<i>Dont autres employés (inclus CDD)</i>	99	97

### Note 29 - Proposition d'affectation du résultat

Résultat net 2025	156 559
Report à nouveau	7 370
<b>Total à affecter</b>	<b>163 928</b>
Réserves	156 722
Dividendes	7 206
Report à nouveau	0
<b>Total affecter</b>	<b>163 928</b>

### Note 30 - Appartenance à un groupe

Le Groupe de Crédit Mutuel de Maine-Anjou, Basse Normandie constitue la société mère du périmètre de consolidation Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse Normandie.

Le Groupe est également intégré dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel établis par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, dont le siège social est 46, rue Bastion, 75017 Paris, SIREN 784646689. Les états financiers consolidés sont disponibles sur le site internet [www.creditmutuel.fr](http://www.creditmutuel.fr).

### Note 31. Rapport de gestion

En application du règlement n° 2020-10 de l'Autorité des Normes Comptables, le rapport de gestion du Crédit Mutuel Maine-Anjou et Basse-Normandie est tenu à la disposition du public au :

Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie, 43, boulevard Volney, 53083 Laval Cedex 9.

## III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES REGROUPES

À l'Assemblée Générale de Fédération du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes regroupés de l'association Fédération du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes regroupés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes regroupés" du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'introduction du paragraphe II- Annexe au bilan et compte de résultat et la note D de l'annexe qui exposent les changements de méthodes comptables relatifs :

- à la première application des règlements ANC n]2022-06 et n]2023-03 et
- à la comptabilisation des Obligations Assimilables du Trésor indexées sur l'inflation.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes regroupés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes regroupés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes regroupés pris isolément.

Risque de crédit - Dépréciation des prêts et créances sur base individuelle, collective et sectorielle

Le groupe Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle. Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 93,3 M€ pour un encours brut douteux de 221,3 M€ et le stock de provisions s'élève à 142,2 M€. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à -10,5 M€.

Comme indiqué dans les notes des annexes II. A, II. C1, II. E note 1, II.E note 5, II.E note 8 et II.E note 24, le groupe Crédit Mutuel Maine-Anjou et Basse-Normandie constitue ainsi des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles de crédits et engagements hors bilan concernés ou de provisions collectives et sectorielles pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.

Une dépréciation individuelle est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts – susceptibles de générer une perte. La dépréciation est égale à la différence entre le solde de la créance et la valeur recouvrable, la valeur recouvrable étant évaluée en fonction des flux futurs recouvrables, ces derniers faisant l'objet d'un calcul d'actualisation réalisé au taux du crédit.

Par ailleurs, le groupe Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie enregistre des provisions collectives dont les modalités d'estimation sont basées sur des modèles développés par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales.

### Dépréciation des encours de crédits douteux et contentieux sur base individuelle :

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nous avons apprécié le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle. Ainsi, dans ce cadre, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation :

- de tests de contrôle sur le dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ainsi que sur le processus de revue de crédit et sur le dispositif de valorisation des garanties ;
- d'analyses contradictoires des montants de provisions et dépréciations, sur la base d'un échantillon de dossiers.



Provisionnement collectif et sectoriel :

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nos travaux ont principalement consisté à :

- apprécier l'existence d'un dispositif de contrôle interne
- effectuer une revue critique des travaux des auditeurs externes du Groupe Crédit Mutuel qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
  - ont apprécié l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence adéquate le caractère approprié des modèles de dépréciations et les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations ;
  - ont apprécié la pertinence de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2025 ;
  - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.
- Nous avons également revu les facteurs d'aggravation et de détérioration des paramètres sur les expositions à risque entraînant la comptabilisation d'une provision complémentaire.

Valorisation des parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation et autres titres détenus à long terme et les parts dans les entreprises liées détenus par le groupe Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie s'élèvent respectivement à 21.8 M€ et 640.8 M€ au 31 décembre 2025 contre 21.1 M€ et 546.8 M€ au 31 décembre 2024.

Comme mentionné en annexe, dans la note II. C. 4.4 de l'annexe, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. A la clôture de l'exercice, des provisions sont constituées si l'évaluation individuelle des titres à leur valeur d'utilité fait ressortir une dépréciation par rapport à leur valeur d'acquisition. La valeur d'utilité s'apprécie d'après différents critères, à savoir : l'actif net, le cours de bourse ou la rentabilité.

Pour apprécier le caractère raisonnable des évaluations retenues pour ces titres, et des éventuelles dépréciations qui pourraient en résulter, nous avons mis en œuvre les diligences suivantes :

- appréciation des méthodologies retenues pour valoriser les titres de participation ;
- appréciation de la pertinence des hypothèses utilisées pour ces valorisations par rapport aux pratiques de marché ;
- comparaison avec les valorisations externes disponibles, le cas échéant ;
- analyse de la cohérence de l'évolution des valorisations par rapport à l'exercice précédent ;
- vérification du calcul des éventuelles dépréciation nécessaires.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes regroupés des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes regroupés adressés aux sociétaires.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes regroupés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes regroupés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes regroupés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes regroupés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes regroupés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes regroupés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes regroupés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes regroupés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes regroupés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes regroupés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes regroupés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes regroupés et évalue si les comptes regroupés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rennes et Paris La Défense, le 5 mai 2026  
KPMG AUDIT FS I SAS

Levallois-Perret, le 5 mai 2026  
FORVIS MAZARS SA

Audrey MONPAS  
Associée

Arnaud BOURDEILLE  
Associé

Alexandra KRITCHMAR  
Associée